

ÉTUDE HAVAS HORIZONS

**FINANCER LA CROISSANCE
AFRICAINNE À L'HORIZON 2023 :
PERCEPTION DES INVESTISSEURS
INTERNATIONAUX**

FOCUS INNOVATION ET NOUVELLES TECHNOLOGIES

JUILLET 2018



-INSTITUT-
CHOISEUL

SOMMAIRE

P. 4 **UNE REPRISE DE LA CROISSANCE AFRICAINE QUI PROFITE À L'INVESTISSEMENT**

- Un optimisme inaltéré
- La confiance, vecteur d'investissement
- L'Afrique de l'Ouest plébiscitée, l'Afrique centrale en retrait des intentions d'investissement
- Des pays perçus comme plus ou moins risqués
- Des investissements régis par différents facteurs
- Les services financiers en tête des secteurs les plus porteurs

P. 12 **FOCUS INNOVATION ET NOUVELLES TECHNOLOGIES**

- Un secteur riche en promesses pour les investisseurs internationaux
- L'émergence d'un modèle d'innovation « à l'africaine »
- Les champions africains de l'innovation

P. 16 **REGARDS CROISÉS**

P. 22 **ANNEXES**

- I. Réalisation de l'étude
- II. Critères de sélection
- III. Institutions participantes
- IV. Déroulé et résultats du questionnaire

Nous avons le plaisir de vous livrer la quatrième édition de notre étude Havas Horizons « Financer la croissance africaine ».

Afin de dresser un panorama toujours plus réaliste des dynamiques à l'œuvre sur le continent, ce nouvel opus comprend deux nouveautés par rapport aux années précédentes. En premier lieu, l'ouverture de notre panel d'investisseurs internationaux à des acteurs du terrain (grands groupes, places financières, ministères de tutelle, etc.), en plus des traditionnels fonds d'investissement, banques et institutions financières que nous privilégions jusqu'alors. De plus, et afin d'illustrer les analyses de cette étude, nous sommes allés à la rencontre de dirigeants d'entreprises particulièrement actives en Afrique pour les interroger sur leur vision de l'avenir du continent.

Comme lors des précédentes éditions, les nombreux répondants nous ont fait part de leur analyse des perspectives économiques de l'Afrique, de ses spécificités régionales et des enjeux de sa croissance. Leurs regards croisés sur une même réalité s'avèrent des plus instructifs et nous permettent de bien saisir les changements s'opérant sur ce vaste continent en perpétuelle évolution. Ils attirent une fois de plus notre attention sur les innombrables promesses et les opportunités que recèle l'Afrique et témoignent, cette année encore, un optimisme quasi unanime quant à ses perspectives d'avenir.

Cette perception très positive ne vient pas seulement couronner plusieurs années de croissance soutenue et continue : elle est une garantie forte pour sa pérennité. En effet, de cet optimisme procèdent les moyens qui seront alloués demain à l'Afrique pour financer les grands projets cruciaux pour son développement.

Comme à l'accoutumée, cette édition 2018 comprend un focus sectoriel en deuxième partie. Après l'énergie en 2016 et l'agriculture 2017, nous avons décidé de nous pencher sur deux phénomènes intimement liés qui ont un impact sur l'ensemble des secteurs d'activité : l'innovation et les nouvelles technologies.

Les investisseurs internationaux interrogés semblent d'ailleurs appeler de leurs vœux l'émergence d'un modèle d'innovation « à l'africaine ». Porteur de beaucoup d'espoirs, il permettrait au continent de développer des solutions toujours plus adaptées à ses spécificités locales tout en répondant à ses grands défis contemporains.

Jean-Philippe Dorent, directeur général d'Havas Horizons,
et Pascal Lorot, président de l'Institut Choiseul

UNE REPRISE DE LA CROISSANCE AFRICAINE QUI PROFITE À L'INVESTISSEMENT

Après un ralentissement de la croissance sur le continent qui a atteint son taux le plus faible en 2016 (2,2%) selon la Banque africaine de développement (BAD), l'Afrique a démontré sa capacité de résilience. La croissance du PIB a en effet connu une hausse en 2017 pour atteindre 3,6%. Selon les projections de la BAD, elle passera la barre de 4% en 2018 et 2019.

Cette reprise est la conséquence d'une conjonction de plusieurs facteurs. Elle est largement stimulée par l'accroissement d'une demande intérieure soutenue et par la mise en œuvre de grands projets d'infrastructure aux quatre coins du continent. Elle s'appuie également sur une amélioration de la conjoncture économique internationale, et notamment sur un redressement des cours des matières premières, au premier rang desquelles le pétrole et les métaux de base. Ceux-ci sont en effet absolument vitaux pour de nombreuses économies africaines qui ont vu leur croissance lourdement grevée par plusieurs années de sous-cotations de ces matières premières, sur fond de contentieux commerciaux entre grandes puissances mondiales. Ainsi, des économies majeures comme le Nigeria, l'Angola, ou l'Algérie ont vu leurs performances économiques fortement affectées par ce phénomène.

Ce rebond cache néanmoins des disparités importantes au niveau national aisément observables parmi les grandes économies africaines. Pour l'année 2018, la BAD prévoit un taux de croissance de 8% en Côte d'Ivoire, de 5,6% au Kenya, de 5,5% en Égypte, contre seulement 1,1% en Afrique du Sud.

Les chocs extérieurs induits par la baisse prolongée des prix des matières premières ont par ailleurs approfondi les déséquilibres macroéconomiques dans beaucoup de pays du continent : augmentation de l'inflation et des déficits budgétaires, dépréciation des taux de change, etc. Les contre-performances des grandes économies exportatrices de matières premières ont toutefois été compensées par la performance d'autres pays africains, permettant au continent d'afficher des taux de croissance au-dessus des 2% (soit dans les meilleurs résultats mondiaux) et de maintenir la confiance des investisseurs.

L'écrasante majorité des répondants (92%) expriment en effet une très grande confiance dans les perspectives économiques de l'Afrique pour les années à venir. Celle-ci se traduit par une volonté forte de renforcer leurs investissements dans le continent, notamment au Kenya, en Côte d'Ivoire, au Nigeria, au Ghana et en Afrique du Sud.

Cette perception témoigne de la pérennité de l'attractivité de l'Afrique, laquelle s'impose toujours davantage comme une terre d'opportunités et d'avenir, et ce surtout avec sa dynamique de croissance retrouvée. Celle-ci lui assure également des ressources pour affronter les nombreux défis auxquels restent confrontés la plupart des pays du continent : l'accroissement de la diversification d'un grand nombre de ses économies, l'amélioration de sa gouvernance, au niveau tant local que régional ou continental, sa lutte contre la corruption, l'adoption de stratégies de transformations structurelles susceptibles de créer davantage d'emplois et de réduire la pauvreté, ou le développement de son capital humain.

UN OPTIMISME INALTÉRÉ

La quasi-totalité des investisseurs internationaux interrogés mettent en exergue un optimisme très fort quant aux perspectives économiques de l'Afrique en 2018 et à l'horizon 2023. Le continent devrait une fois encore se présenter comme un important bénéficiaire d'investissements internationaux sur les cinq prochaines années.

- Un optimisme pour l'année en cours en augmentation par rapport à 2017 (89,8% et 92% en 2018).
- Un niveau de confiance tout aussi élevé à l'horizon 2023 qui garantit à l'Afrique une certaine stabilité dans sa capacité à attirer toujours plus d'investissements pour les cinq prochaines années.
- Seulement 2 % des répondants se disent pessimistes quant aux perspectives économiques du continent en 2018 et en 2023.



L'Afrique est perçue comme l'une des régions les plus attractives au monde pour les investisseurs internationaux. En effet, 92 % des répondants expriment une grande confiance quant aux perspectives économiques du continent en 2018, d'une part, et à l'horizon 2023, d'autre part. Cet optimisme est porté par le retour de la dynamique de croissance économique (+ 3,6 % en 2017, selon la BAD), qui s'appuie notamment sur le redressement des cours des matières premières et sur une demande intérieure fortement stimulée par l'essor d'une importante classe moyenne.

La confiance des investisseurs est par ailleurs favorisée par une amélioration de l'environnement des affaires dans de nombreux pays. Si les résultats en Afrique demeurent globalement moins bons que ceux d'autres régions du monde, Transparency International note une forte embellie, comme en témoignent les résultats obtenus par plusieurs pays tels le Botswana, le Cap-Vert, le Rwanda, la Namibie, la Côte d'Ivoire et le Sénégal.

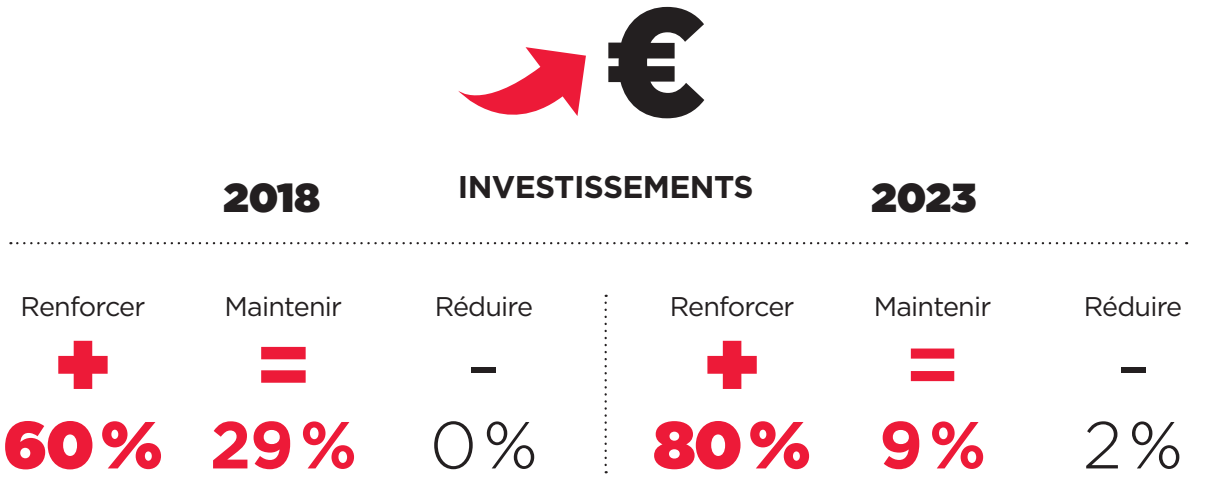
La conscience accrue de cette faiblesse structurelle au sein de la classe dirigeante africaine – comme l'atteste le choix du thème « Remporter la lutte contre la corruption : une voie durable pour la transformation de l'Afrique » du 30^e Sommet de l'Union africaine qui s'est tenu en janvier 2018 à Addis-Abeba, en Éthiopie – contribue à rassurer les acteurs économiques étrangers, qui devraient continuer de se projeter en Afrique.

En 2017, 98 % des investisseurs se disaient optimistes pour les cinq années à venir, contre 92 % en 2018. Ce léger recul s'explique notamment par l'existence de risques politiques dans des pays ayant récemment organisé une élection (réélection de Uhuru Kenyatta au Kenya en 2017, élection de George Weah au Liberia) ou qui prévoient d'organiser un scrutin en 2018 (élection présidentielle au Zimbabwe et au Cameroun, à Madagascar et au Mali) et en 2019 (élection présidentielle en Afrique du Sud).

LA CONFIANCE, VECTEUR D'INVESTISSEMENT

L'optimisme des sondés concernant les opportunités économiques de l'Afrique se concrétise par une volonté d'accroître leur niveau d'investissement dans la région à la fois en 2018 et à l'horizon 2023.

- Des prévisions d'investissement encourageantes, surtout à plus long terme.
- Aucun investisseur présent en Afrique ne projette d'y réduire son activité en 2018.
- Une projection d'investissement stable par rapport à 2017 (65 % en 2017 et 60 % en 2018).



L'optimisme des personnes interrogées et leur volonté d'accroître leur activité financière en Afrique s'inscrivent dans la lignée de la hausse des investissements qu'a connue le continent depuis le début des années 2000. Selon l'*African Economic Outlook*, le montant des flux financiers externes à destination du continent est estimé à près de 180 milliards de dollars en 2017. Parmi eux, les investissements directs à l'étranger (IDE) se seraient élevés à 49 milliards de dollars cette même année.

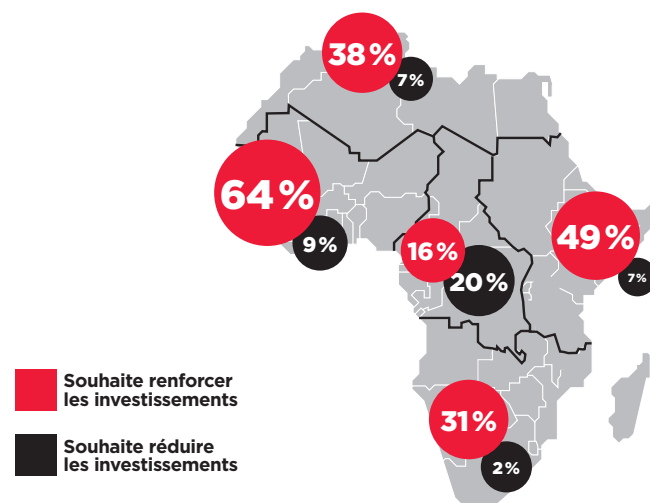
À en croire les retours des investisseurs interrogés, ces mouvements devraient se poursuivre et augmenter progressivement sur les cinq prochaines années. Ceci reflète le rôle croissant des flux privés dans le paysage des apports financiers extérieurs en Afrique.

La part des financements des pays européens et des États-Unis, qui sont traditionnellement les principaux partenaires des pays africains, a diminué devant l'accroissement des investissements venus des pays asiatiques et moyen-orientaux. Cette situation a notamment profité à la Chine, qui est devenue en 2017 le principal contributeur du continent en termes d'IDE.

L'AFRIQUE DE L'OUEST PLÉBISCITÉE, L'AFRIQUE CENTRALE EN RETRAIT DES INTENTIONS D'INVESTISSEMENT

L'optimisme des investisseurs internationaux est confronté aux performances variables des grandes régions africaines. Elles engendrent de fortes disparités sur le continent en matière d'attractivité.

- L'Afrique de l'Ouest figure toujours en tête des régions prioritaires pour les investisseurs.
- Si l'Afrique de l'Est reste la deuxième région privilégiée par les investisseurs, l'écart se réduit avec l'Afrique du Nord.
- L'Afrique centrale est toujours en retrait concernant les décisions d'investissement.



L'Afrique de l'Ouest est, comme l'année dernière, la région qui attire le plus les investisseurs : 64% d'entre eux désirent y renforcer leurs investissements, contre 9% voulant les y réduire. Cette perception résulte d'une croissance en augmentation depuis 2016 et démontre la solidité des économies de la sous-région, malgré la situation du Nigeria. Selon la BAD, cette croissance devrait atteindre 3,8% en 2018 et 3,9% en 2019.

L'Afrique de l'Est enregistre un résultat de 49% d'intentions d'investissement, contre un score de 67% dans notre baromètre 2017. Elle n'en demeure pas moins la région avec le taux de croissance du PIB le plus important du continent (5,9% en 2017 et supérieur à 6% en 2019, selon la BAD). Cette tendance recouvre toutefois d'importantes variations selon les pays, ce qui explique une contraction de l'optimisme des investisseurs. En effet, si la croissance du PIB éthiopien s'est maintenue au-dessus de 8%, la perception de la zone semble pâtir des effets de la guerre civile et de l'insécurité régionale (Somalie, Soudan, etc.).

L'Afrique du Nord a, pour sa part, connu une hausse de son PIB, estimé à 4,9% (BAD) en 2017. Aussi, elle enregistre des résultats encourageants quant à son attractivité auprès des investisseurs internationaux. Entre 2017 et 2018, la région est sujette au double effet d'une légère hausse des intentions d'investissement (+2%) et d'une baisse de la volonté de désengagement (-7%) des répondants.

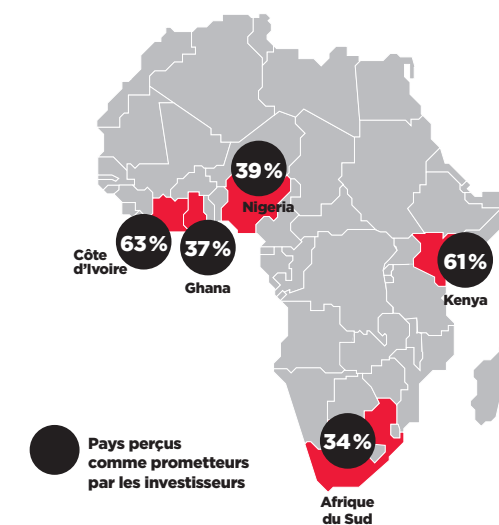
Malgré des perspectives économiques prudentes, notamment du fait des faibles performances de l'Afrique du Sud, principale économie de la région, près d'un tiers des répondants déclarent vouloir augmenter leurs investissements en Afrique australe.

Comme lors de notre étude précédente, l'Afrique centrale est significativement plus en retrait par rapport aux autres régions. Il s'agit de la seule zone où les répondants souhaitent davantage réduire leur volume d'investissements (20%) que l'accroître (16%).

DES PAYS PERÇUS COMME PLUS OU MOINS RISQUÉS

L'hétérogénéité des performances des territoires s'explique notamment par une disparité forte entre les économies africaines. Sur la base de leur perception des pays africains, les investisseurs internationaux ont indiqué lesquels étaient, selon eux, les plus prometteurs et les plus risqués.

- La Côte d'Ivoire (63%) et le Kenya (61%) sont crédités des perspectives d'investissement les plus encourageantes. Ils sont suivis du Nigeria (39%).
- Les pays perçus comme les plus prometteurs se concentrent majoritairement en Afrique de l'Ouest et en Afrique de l'Est.
- Les pays les plus risqués pour les investisseurs sont principalement confrontés à des conflits intérieurs et une crise sécuritaire (République démocratique du Congo, 45%, Soudan, 42% et République centrafricaine, 39%).



En Afrique de l'Ouest, les pays plébiscités par les investisseurs interrogés sont la Côte d'Ivoire, le Nigeria et le Ghana, qui fait son retour dans leur top 5 cette année (après en avoir été absent l'année dernière). Il convient de remarquer le recul progressif du Nigeria déjà mis en exergue à l'occasion de nos précédentes études (44% en 2016, 42% en 2017 et 39% en 2018). Si le Plan de relance économique et de croissance (2017-2020) devrait contribuer à réduire la dépendance du pays au pétrole en stimulant le développement de six secteurs prioritaires, le pays reste confronté à un certain nombre de difficultés expliquant cette relative défiance des investisseurs (pénuries de devises, perturbations dans l'approvisionnement en carburant, insécurité dans certaines parties du pays, etc.).

Le Kenya, au contraire, se maintient au même niveau d'attractivité pour les investisseurs (61%). Cette stabilité s'explique en partie par une grande résilience liée à la diversification de son économie, dont le secteur des services est le principal contributeur, et ne semble pas pâtir des troubles politiques consécutifs à la décision de la Cour suprême d'annuler l'élection présidentielle du 8 août 2017.

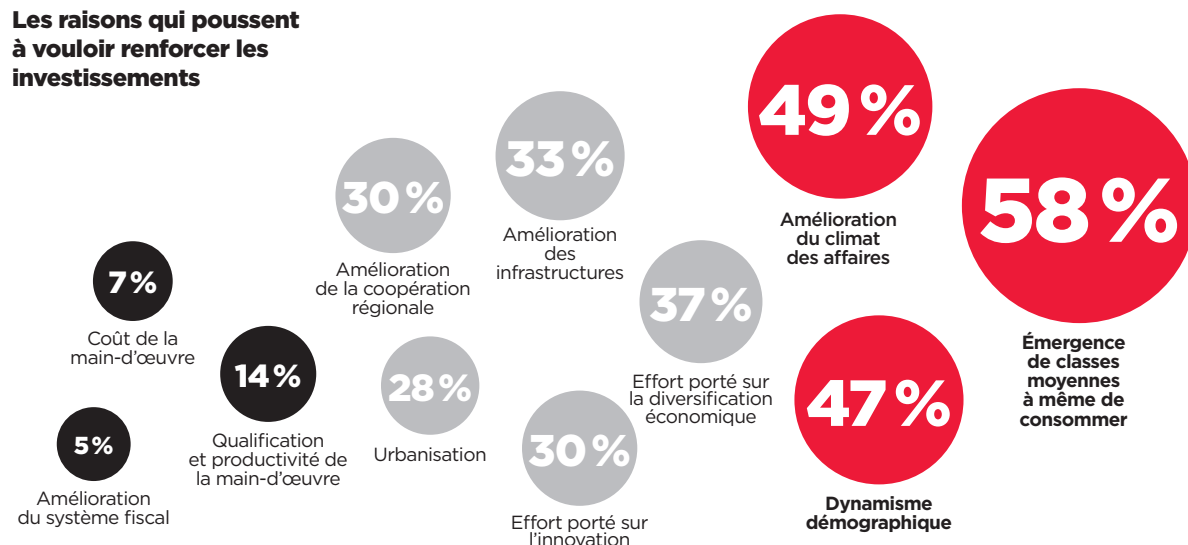
Les pays considérés comme les plus risqués semblent, pour leur part, pénalisés par des inerties découlant avant tout d'une instabilité politique chronique et/ou d'une situation sécuritaire préoccupante. Ces situations ont un impact fort sur les performances économiques, et donc sur l'attractivité.

DES INVESTISSEMENTS RÉGIS PAR DIFFÉRENTS FACTEURS

L'optimisme généralement exprimé par les investisseurs internationaux repose sur un certain nombre de paramètres structurels qui conditionnent l'attractivité du continent. Les personnes interrogées se sont prononcées sur les principaux moteurs qui régissent leurs investissements en Afrique.

- L'émergence d'une importante classe moyenne, couplée au dynamisme démographique, est l'un des principaux atouts de l'Afrique, selon les investisseurs.
- L'amélioration du climat des affaires à l'échelle du continent peut constituer un déclic pour l'augmentation et la pérennité de l'attractivité africaine.
- La bonne gouvernance est le plus grand défi de l'Afrique, l'instabilité politique étant notamment le premier danger pour la sécurité et la profitabilité des avoirs.

Les raisons qui poussent à vouloir renforcer les investissements



Selon les répondants de notre enquête, l'émergence de la classe moyenne, couplée au dynamisme de la démographie africaine, représente le principal atout du continent (respectivement 58 % et 47 % des répondants). Selon le rapport *Afrique - Génération 2030* de l'Unicef, l'augmentation de la population africaine devrait s'accélérer dans les prochaines décennies, et l'Afrique devrait abriter un quart de la population mondiale en 2050 (majoritairement dans les régions ouest et est du territoire).

Près d'un tiers des personnes interrogées mettent en évidence des facteurs tels que le développement et l'amélioration des infrastructures (33 %) ou la diversification économique croissante (37 %) comme autant de tendances incitant à l'investissement.

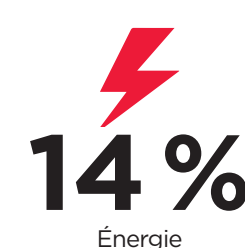
La diversification, en particulier, est un chantier de premier plan en ce qu'elle permettrait de construire une croissance globale plus robuste et résiliente en diminuant sa dépendance à la variation des cours des matières premières.

Les répondants soulignent toutefois un défi majeur : celui de la bonne gouvernance, au plan tant politique qu'économique. Près d'un quart d'entre eux considèrent l'instabilité politique comme le plus grand frein à l'investissement, et un cinquième impute au climat des affaires et à la corruption une responsabilité dans le découragement de certains financiers. Ce dernier facteur est néanmoins perçu comme un paramètre en voie d'amélioration, comme le soulignent 49 % des répondants (ils étaient 44 % en 2017).

LES SERVICES FINANCIERS EN TÊTE DES SECTEURS LES PLUS PORTEURS

Les répondants nous ont livré leur perception des domaines d'activité qu'ils jugent les plus prometteurs pour l'année 2018.

- Les services financiers (23 %) ont poursuivi leur ascension pour devenir le secteur le plus plébiscité par les investisseurs.
- La grande distribution (16 %) et l'énergie (14 %) complètent le trio de tête.
- Les autres secteurs disposent d'un niveau d'attractivité comparable auprès des investisseurs.



Le secteur financier est celui qui est jugé le plus prometteur par les répondants. Il s'est fortement développé ces dernières années, notamment dans le cadre du projet de politique et de stratégie de développement du secteur financier adopté par la direction générale de la BAD en octobre 2014 à Abidjan. Ce plan définit l'orientation des activités de la banque dans ce domaine pour la période 2014-2019 en visant trois objectifs : faciliter l'accès à un éventail de services financiers de qualité, renforcer les marchés financiers et maintenir la stabilité du système financier africain. L'essor du secteur est également porté par le dynamisme des principales places boursières du continent, parmi lesquelles Casablanca et Johannesburg.

La grande distribution dépasse l'énergie, domaine d'activité sur lequel reposent les principaux enjeux de développement économique du continent. Dans un contexte où l'in-

ternationalisation des importants acteurs de la grande distribution est devenue une alternative face à la saturation et à la concurrence accrue rencontrées sur les marchés intérieurs, l'Afrique offre de solides opportunités parmi lesquelles un dynamisme économique stable et soutenu et des besoins en matière de consommation qui suivent l'augmentation exponentielle de sa population.

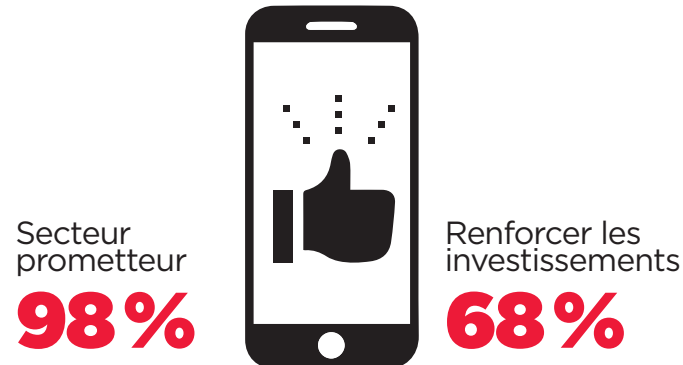
Les autres secteurs oscillent entre des taux de 5 % à 7 %, ce qui consacre la priorité immédiate donnée par les investisseurs aux domaines susmentionnés. Une étude plus approfondie du secteur des nouvelles technologies nous apprend toutefois qu'il s'agit d'un des domaines d'activité qui offrent les meilleures perspectives de croissance. Le focus de notre édition 2018 de l'étude Choiseul Havas Horizons est donc consacré à l'innovation, un domaine transverse qui concerne le développement de tous les secteurs.

FOCUS INNOVATION ET NOUVELLES TECHNOLOGIES

UN SECTEUR RICHE EN PROMESSES POUR LES INVESTISSEURS INTERNATIONAUX

Les investisseurs internationaux ont été consultés sur leur perception des potentialités de l'innovation et des nouvelles technologies dont ils soulignent presque tous les bonnes perspectives.

- La quasi-intégralité des répondants (98%) considèrent que l'Afrique dispose d'un potentiel important dans le secteur de l'innovation et des nouvelles technologies.
- Une grande partie d'entre eux (68%) comptent investir ou renforcer leurs investissements dans ce domaine ces prochaines années.
- Moins de 10% d'entre eux ne comptent pas investir dans ce secteur.



L'Afrique a connu ces dernières années un véritable essor technologique et démontré son fort potentiel d'innovation. Ce dernier est reconnu par la quasi-totalité des investisseurs interrogés : 98% d'entre eux s'accordent à qualifier de « prometteur » le secteur de l'innovation et des nouvelles technologies qui revêt une importance toute particulière en Afrique.

Il permet notamment de tirer profit des potentialités de l'Afrique. La BAD met en avant la pertinence de l'innovation pour accompagner le dividende démographique du continent, qui s'appuie sur une population

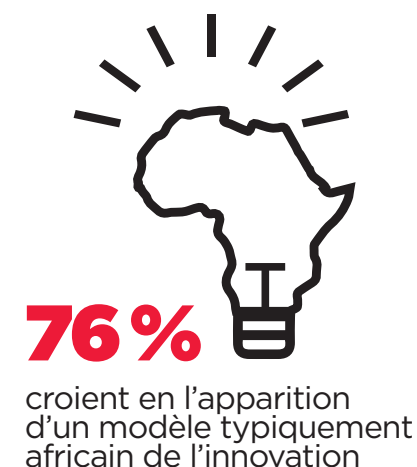
jeune, et pour créer des emplois pour les derniers arrivés sur le marché du travail. Une étude du Fonds monétaire international intitulée « Digital Revolutions in Public Finance » (novembre 2017) a par ailleurs montré que les pays en développement pourraient augmenter leur PIB de près de 1% en numérisant leurs systèmes de paiement.

Touchant des domaines aussi variés que l'énergie, les télécommunications, la santé ou l'éducation, l'innovation et les nouvelles technologies contribuent à élargir l'accès au développement social et humain.

L'ÉMERGENCE D'UN MODÈLE D'INNOVATION « À L'AFRICAIN »

Face à l'essor du secteur technologique, les répondants se prononcent en faveur de l'apparition d'un modèle d'innovation spécifique à l'Afrique et en expliquent les particularités.

- Plus des trois quarts des répondants (76%) croient en l'apparition d'un modèle typiquement africain de l'innovation.
- Ce modèle se caractérise par une grande flexibilité et une forte adaptabilité aux réalités locales.
- Le « leapfrogging » illustre le dynamisme africain en matière d'innovation et de nouvelles technologies.



Selon les répondants, le modèle africain d'innovation se concentre principalement autour des domaines du numérique, en particulier les technologies liées aux services financiers, aux télécommunications et à la téléphonie mobile. Ce secteur revêt un rôle particulièrement important car il permet une forte diffusion des technologies, notamment dans les domaines des moyens de paiement dématérialisés et de l'accès aux soins.

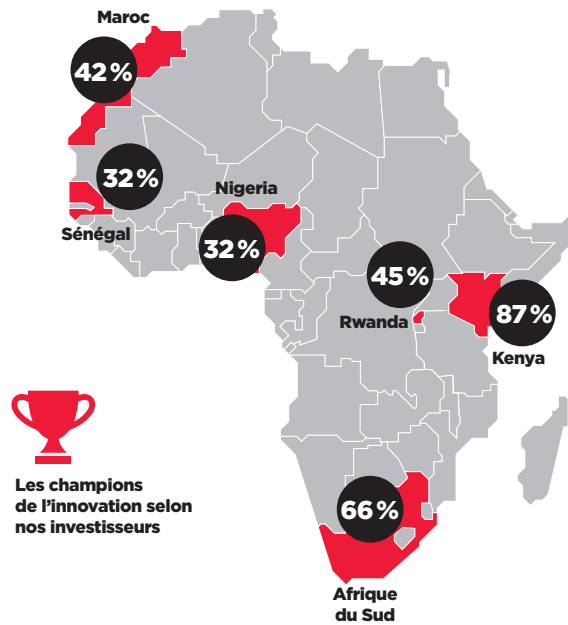
L'innovation en Afrique est également louée par les investisseurs pour ses fortes capacités de flexibilité et son adaptabilité aux réalités logistiques locales. Prenant en compte les spécificités de terrain africaines, elle est décrite comme un modèle d'innovation « frugale » animée par une double volonté de créer plus de valeur économique à forte composante sociale tout en limitant la consommation de ressources.

Le « leapfrogging » est la caractéristique principale de ce modèle pour les répondants. Il renvoie à un processus d'évolution technologique rapide qui saute les étapes intermédiaires du processus d'industrialisation. Dans cette dynamique, un retard initial se transforme en un avantage permettant de se développer à un rythme de croissance plus rapide qui s'affranchit de l'impératif de passer par des technologies intermédiaires. Dans le cadre de son essor technologique, le « leapfrogging » permet notamment de contourner un retard en matière d'infrastructures – par exemple, le développement exponentiel de la téléphonie mobile dispense une grande partie du continent africain d'avoir à se doter d'un réseau de téléphonie fixe.

LES CHAMPIONS AFRICAINS DE L'INNOVATION

La carte des pays les plus innovants ne recoupe que partiellement celle des pays les plus prometteurs. Seuls le Kenya, l'Afrique du Sud et le Nigeria figurent en effet dans ces deux classements établis par les investisseurs sondés.

- Le Kenya (87%) est le pays le plus reconnu pour son potentiel d'innovation.
- Le podium est complété par l'Afrique du Sud (66%) et le Rwanda (45%).
- Le Sénégal et le Nigeria (32%) se partagent la dernière place du top 5 derrière le Maroc (42%).



Deux pays se détachent des autres d'après les investisseurs internationaux : le Kenya, plébiscité à hauteur de 87 %, et l'Afrique du Sud (66 %). Si le Kenya est riche en opportunités dans des secteurs plus traditionnels tels que l'agriculture ou les télécommunications, le pays a démontré un fort potentiel technologique pour apparaître comme le leader de l'innovation en Afrique pour nos répondants. Nairobi accueille un grand nombre d'incubateurs qui stimulent l'éclosion de start-up à succès principalement basées dans la Savannah Valley. L'Afrique du Sud s'appuie, pour sa part, sur le dynamisme de son hub basé au Cap.

Ce pays devance le Rwanda, qui mise sur une stratégie de promotion des technologies et de l'innovation pour attirer les investisseurs. Ils sont 45 % à être sensibles à cette initiative grâce à un effort des autorités et un cli-

mat des affaires favorable (troisième pays d'Afrique subsaharienne, selon Transparency International). Le Rwanda a accueilli en mai 2016 le 26^e Forum économique mondial sur l'Afrique sur le thème de la transformation numérique et a reçu en mars 2018 un prêt de la BAD de 30 millions de dollars pour soutenir son Rwanda Innovation Fund, un projet destiné à promouvoir l'économie de l'innovation dans le pays et en Afrique de l'Est.

Les répondants mentionnent ensuite le Maroc (42 %), le Nigeria et le Sénégal (32 %), la Côte d'Ivoire (29 %), l'Égypte et le Ghana (21 %) puis l'Éthiopie (11 %). Ces résultats s'insèrent dans les dynamiques économiques des grandes régions du continent, l'Afrique de l'Ouest devançant l'Afrique de l'Est, l'Afrique du Nord puis l'Afrique australe. L'Afrique centrale enregistre également un retard important en matière d'innovation.

REGARDS CROISÉS

Cette synthèse est tirée d'entretiens individuels réalisés par Havas Paris et l'Institut Choiseul sur les mois de juin et juillet 2018 avec des acteurs économiques de premier plan en Afrique. Les questions posées lors des entretiens ont porté sur leur vision de la croissance, ainsi que sur l'innovation sur le continent africain.

UN CONTINENT ATTRACTIF EN BESOIN DE TRANSFORMATIONS STRUCTURELLES POUR CONFIRMER L'OPTIMISME DES INVESTISSEURS

L'optimisme est unanime quant aux perspectives de la croissance africaine. Les entretiens menés mettent toutefois en évidence une différence de perception entre les répondants évoluant au sein d'entreprises étrangères très actives sur le continent, qui expriment un optimisme pragmatique, et les acteurs afri-

cains très présents sur le terrain qui, eux, font preuve d'un optimisme sans faille.

Cet optimisme se double d'une volonté commune de trouver des solutions adaptées à des besoins locaux pour faire émerger le continent.



Fatoumata Bâ,
PDG & Fondatrice de Janngo

“ Pourquoi l'Afrique ? Parce que ce continent est un condensé, un laboratoire de tous les défis colossaux de l'humanité. Les enjeux y sont à la mesure des opportunités : comment émerger, en générant une performance économique et financière pour l'entreprise, tout en créant un impact social et une croissance inclusive pour les populations ? C'est notre responsabilité d'entrepreneur que de connecter les innovations technologiques avec les besoins de l'économie réelle. ”

Cependant, l'Afrique semble atteindre aujourd'hui une limite en termes de croissance du PIB. Tous les investisseurs interrogés insistent sur la nécessité de lancer des transforma-

tions structurelles pour continuer d'accompagner le continent dans sa dynamique de croissance, en analysant les situations pays par pays.

UNE SOCIÉTÉ EN PLEINE MUTATION

L'accroissement démographique est amené à jouer un rôle fondamental dans le développement du continent. Le rythme soutenu d'augmentation de la population engendre

l'émergence d'une classe moyenne et contribue de ce fait au développement de plusieurs types de métiers, notamment ceux liés aux services, au commerce ou encore à la santé.



Jean-Christophe Brindeau,
Directeur général de CFAO Retail

“ La population africaine va doubler d'ici à 2050, c'est un énorme potentiel pour le développement économique du continent. La croissance africaine passera forcément par cette nouvelle génération qui souhaite entreprendre et qui transmettra une certaine confiance aux investisseurs. ”

L'apparition d'une nouvelle jeunesse et d'une classe moyenne africaines induit un bouleversement dans les modes et les besoins de consommation au sein de la population.

On assiste au passage d'une consommation vivrière à des besoins de consommation plus modernes et à l'essor d'une génération connectée qui envisage de nouvelles pers-

pectives à travers le rôle grandissant des nouvelles technologies.

L'urbanisation est également une composante centrale des transformations à l'œuvre en Afrique. Elle génère de nouveaux besoins, notamment en matière d'infrastructures en ce qu'il faut désormais être en mesure de loger cette population qui se concentre de plus en plus dans les villes.



Alexandre Maymat,
Responsable de la région Afrique/Asie/Méditerranée et Outre-mer de la Société Générale

“ L'urbanisation génère de forts besoins d'investissement en infrastructures pour construire ces villes qui sont en train d'émerger et pour loger ces gens. Elle génère un besoin de consommation plus moderne que les consommations vivrières qui sont souvent privilégiées dans les environnements plus ruraux, que ce soit de la consommation de biens ou de services. ”

L'IMPORTANCE D'UNE FORMATION ADÉQUATE POUR PALLIER UNE FAIBLE CROISSANCE DE L'EMPLOI

La part grandissante de la jeunesse dans la démographie africaine soulève un enjeu majeur en matière de création d'emplois. On constate chez ces nouvelles générations une propension à se lancer dans l'entrepreneuriat, créer ses propres métiers et à tirer avantage des nouvelles technologies pour s'insérer sur le marché du travail. Ces innovations auront un effet d'entraînement sur l'ensemble des secteurs et sur les entreprises de toutes tailles, le continent africain ne comptant pas moins de 17 millions de PME.

Néanmoins, le développement de ces PME nécessite notamment un capital humain formé pour les nouvelles technologies. La richesse que les Africains peuvent produire, s'ils bénéficient de systèmes éducatifs per-

formants et de formations adaptées fera une grande différence à terme. C'est notamment ce qui permettra d'attirer de nombreuses entreprises et les investissements nécessaires sur le continent. Pour pouvoir en tirer pleinement parti, le continent doit créer 500 millions d'emplois avant 2050. La formation est donc un enjeu clé du développement du continent. L'accélération des partenariats avec des universités étrangères, européennes ou américaines, et le développement d'incubateurs en sont des éléments majeurs. Les entreprises, africaines comme étrangères, sont sensibles à cette problématique et ont besoin de compétences adéquates pour répondre à des problématiques locales, afin d'inclure la population dans ces changements.



Jean-Michel Guelaud,
Président de Sogea-Satom

“ L'emploi est l'un des gros enjeux du continent africain et va de paire avec une formation de qualité et accessible au plus grand nombre. Nous voulons à terme pouvoir donner accès à des formations en local, sur des métiers variés et techniques pour essayer de transférer un maximum de savoir-faire localement. Nous souhaitons aider ainsi au développement des pays en ayant un impact citoyen tout en restant compétitif. ”

L'ÉMERGENCE D'UN MODÈLE ÉCONOMIQUE AFRICAIN : RÔLE ACTIF DE L'ÉTAT ET DYNAMISME DU SECTEUR PRIVÉ COMME MOTEURS DE CROISSANCE

Au-delà des considérations d'ordre démographique et éducatif, l'implication des États est une nécessité afin d'adopter des politiques d'incitation destinées à rassurer les investisseurs. Les pouvoirs publics doivent mettre en place un cadre réglementaire et administratif simplifié pour faciliter le développement d'un climat d'affaires attractif. En effet, l'environnement régle-

mentaire africain est encore trop incertain et peut constituer une limite pour des entreprises ou des investisseurs voulant développer leurs activités sur le continent. Les États africains, désireux de diversifier leur économie et d'attirer pour cela des investissements étrangers, semblent être de plus en plus conscients de la nécessité de moderniser leur cadre réglementaire.



Hassanein Hiridjee,
PDG d'Axian

“ Il y a des gouvernements et des pays qui favorisent davantage l'innovation et qui ont été beaucoup plus prompts à comprendre que l'innovation doit intervenir dans tous les secteurs. Ces pays ont une véritable vision, ils ont favorisé l'écosystème et le développement dans l'innovation grâce à la technologie et à la data. ”

Pour la quasi-totalité des répondants, la puissance publique doit avant tout se doter d'une vision de long terme pour adopter un ensemble cohérent de mesures destinées à favoriser un développement durable du continent. Parmi celles-ci, plusieurs mentionnent le besoin d'intégration économique pour pallier la fragmentation des marchés qui nuit à l'expansion des entreprises en Afrique.

Elle est perçue comme un moyen d'attirer les investisseurs en fluidifiant les échanges. Des répondants estiment qu'en Afrique, l'intégration peut s'appuyer sur le dynamisme d'entreprises qui étendent leurs activités en dehors de leurs pays d'origine, afin d'accélérer cette structuration économique du continent et d'offrir un accès à un marché globalisé.



Jean-Paul Melaga,
PDG de SmartPhorce Holding

“ L'intégration régionale se fera en Afrique, parfois d'ailleurs au corps défendant des États, qui ne sont pas les plus allants à la construire. On voit apparaître un certain nombre de champions économiques régionaux, dans certains secteurs notamment, comme les banques ou l'assurance. ”

Ce rôle important de l'État dans la mise en place de ces changements doit ainsi être couplé au dynamisme du secteur privé. Grâce aux partenariats public-privé, notamment, les entreprises privées apportent leurs expertises, leurs compétences techniques et des

investissements tout en ayant la garantie d'accéder à un marché et de pouvoir y développer leurs offres. Cependant, les incertitudes liées à la gouvernance des pays et les risques terroristes poussent les investisseurs et les entreprises à la prudence.

UNE INNOVATION AFRICAINE ORIGINALE, OSCILLANT ENTRE MANQUE D'INFRASTRUCTURES ET TECHNOLOGIES DE POINTE

Le développement des infrastructures est une des étapes obligatoires pour connecter le continent et lui permettre d'innover. Elles sont encore trop peu nombreuses et les investissements qu'elles requièrent très coûteux mais nécessaires, notamment pour l'extension du réseau de transport et le développement du réseau électrique, mobile et internet.

Le numérique apparaît comme l'un des nouveaux moteurs de la croissance africaine. La technologie agit comme une lame de fond et stimule cette croissance en ouvrant l'accès à des services pour le plus grand nombre. L'Afrique est le continent par excellence du *leapfrog* qui illustre le rythme très rapide de développement des nouvelles technologies sur le continent.



Elisabeth Medou Badang,
Directeur de Zone Afrique et Océan Indien d'Orange
& Porte-parole de Orange Middle East & Africa

“ Nous vivons aujourd'hui en Afrique les évolutions qui ont été observées en Europe, mais à un rythme beaucoup plus accéléré. Quand on regarde la structure des revenus des opérateurs en Afrique jusqu'à trois années en arrière, la part relative à tous les services digitaux et à la connectivité internet, était relativement faible (moins de 10%). En 2020, toutes les études et les performances des opérateurs montrent ces revenus seront autour de 30%, voire bien plus dans certains cas. ”

En outre, avec l'émergence du digital, les populations africaines sont plus connectées et, de ce fait, plus ouvertes sur le monde. Ces avancées technologiques contribuent de ce fait à générer de nouvelles aspirations dans un continent toujours plus en quête de transparence, de démocratie et de liberté. L'essor de la téléphonie mobile est la grande spécificité du continent africain. Outre l'ouverture qu'elle offre sur le monde, elle amé-

liore aussi en grande partie l'inclusion financière. En effet, de nombreuses solutions pour faciliter les paiements et les transferts d'argent ont été développées. Elles contribuent à accroître la bancarisation du continent en répondant à des besoins basiques et spécifiques du continent africain. L'exemple du Mobile Money au Kenya et de son succès prouve l'adaptation réussie d'un service mobile au secteur bancaire.



Serge Ntamack,
Directeur de Programmes, Corporate External & Legal Affairs
de Microsoft Middle East & Africa, Microsoft

“ Le mobile est l'instrument principal d'accès à internet et aux divers services. C'est grâce au mobile que l'on a ce développement là et c'est une particularité de l'Afrique, par rapport aux pays développés. ”

UNE INNOVATION AU SERVICE DU CONTINENT

La croissance africaine est intimement liée à sa capacité d'innovation, d'adaptation et à sa créativité. L'innovation africaine se caractérise par son agilité et sa réactivité. Elle apporte des réponses à des besoins spécifiquement locaux. En Afrique, la technologie n'est pas un outil de sophistication et de modernité mais réellement une innovation essentielle permettant l'accès à des services de base. Tous les répondants insistent à cet égard sur sa dimension « must-have » et non « nice-to-have ». Les innovations, notamment technologiques,

n'ont de sens que lorsqu'elles sont connectées à l'économie réelle. L'Afrique se caractérise par l'émergence d'un modèle économique alliant la frugalité des infrastructures de base à des îlots de haute technologie exerçant un fort impact socio-économique au quotidien. L'innovation africaine ne pourra être pleinement optimale que si les Africains et les entreprises s'approprient les outils technologiques, au risque de voir se prolonger la fracture numérique, mais cette fois-ci au sein des sociétés africaines elles-mêmes.



Paul-Harry Aithnard,
Directeur Marchés de Capitaux et Gestion d'actifs
du groupe Ecobank

“ En Afrique nous sommes arrivés à un stade où la technologie est beaucoup plus adaptée aux réalités locales. Nous ne sommes plus dans une logique où nous essayons de copier mais simplement de comprendre les besoins locaux et de chercher à y répondre, souvent avec des solutions très innovantes. ”

Les pays considérés comme les plus innovants par les répondants sont l'Afrique du Sud, le Kenya, le Nigéria et le Cameroun. Le Rwanda est également systématiquement cité en exemple, grâce à la réelle volonté de son gouvernement, la qualité de ses infrastructures, et la création de nombreux hubs sur son territoire. Le Sénégal est également à la croisée de cette volonté politique et de ce dynamisme économique. Tous ces pays étaient d'ailleurs cités comme les plus innovants dans le baromètre quantitatif de l'étude Havas Horizons, mis à part le Cameroun, qui est remplacé par le Maroc dans le volet quantitatif de l'étude.

Tous les secteurs d'activités sont touchés par l'innovation, que ce soit l'éducation, le domaine médical ou les télécommunications. Le développement d'un écosystème innovant permet de pallier en partie le manque d'infrastructures, principal frein de cette croissance africaine. À ce titre, les répondants de notre étude s'accordent à avancer que l'État doit prendre une part active dans ce travail et financer les projets les plus innovants. Les entreprises, quant à elles, changent et adaptent leurs stratégies aux spécificités de l'Afrique en prenant un virage technologique important pour prendre en compte les particularités locales en matière d'innovation et devenir les acteurs forts de demain.

ANNEXES

I. RÉALISATION DE L'ÉTUDE

Cette étude, conduite par Havas Paris et l'Institut Choiseul, s'est articulée autour de cinq étapes :

- définition de la méthodologie et des objectifs;
- conception et rédaction du questionnaire;
- identification et consultation des répondants et de leurs représentants;
- collecte et analyse des résultats;
- réalisation et restitution de l'étude finalisée.

L'enquête a été conduite entre mars et mai 2018 par le biais d'un questionnaire accessible sur la plateforme Drag'n Survey.

II. CRITÈRES DE SÉLECTION

Seuls les représentants des opérateurs répondant aux critères suivants ont été retenus :

- être un groupe industriel, une institution bancaire ou financière internationale, ou une organisation publique exerçant une activité stratégique en Afrique;
- contribuer activement au développement économique en Afrique;
- exprimer une connaissance manifeste des enjeux du continent africain.

III. INSTITUTIONS PARTICIPANTES

47 investisseurs internationaux et spécialistes des flux de financements en Afrique ont participé à l'étude. Ils représentent les groupes, institutions et organisations suivants.

Accion Venture Lab, Aera Group, African Guarantee Fund, AfricInvest, Amethis Finance, Attai Capital Limited, Axian, Banque Misr, Be Assur, BGFIBank Bénin, BIM Consulting, BMCE Capital, BNP Paribas, Bridge Bank Group Côte d'Ivoire, Casablanca Finance City Authority, CFAO Retail, Choiseul Africa Capital, Cinven, Cytonn Investments, Dar es Salaam Stock Exchange PLC, DEX Capital, Ecobank, Engie, Eurazeo Capital, Gold and General, Goldman Sachs, Investisseurs & Partenaires (I&P), Janngo, Jumia, Lazard Frères, Maghreb Titrisation, Messier Maris & Associés, ministère de l'Industrie et du Développement du secteur privé de Madagascar, Natixis Investment Managers, One2Five, Qalaa Holdings, Quilvest Private Equity, Rawbank, RightCom Technologies, Rothschild & Co, Saint-Gobain, Sanofi, Société Générale et Suguba.

IV. DÉROULÉ ET RÉSULTATS DU QUESTIONNAIRE

► Question 1 : Êtes-vous optimiste sur les perspectives économiques de l'Afrique en 2018 ?

Oui	92 %
Non	2 %
Ne sait pas	6 %

► Question 2 : Êtes-vous optimiste sur les perspectives économiques de l'Afrique dans les cinq années à venir ?

Oui	92 %
Non	2 %
Ne sait pas	6 %

► Question 3 : Comptez-vous ____ votre niveau d'investissement en Afrique en 2018 ?

maintenir	29 %
renforcer	60 %
réduire	0 %
Ne sait pas	11 %

► Question 4 : Comptez-vous ____ votre niveau d'investissement en Afrique dans les cinq années à venir ?

maintenir	9 %
renforcer	80 %
réduire	2 %
Ne sait pas	9 %

► Question 5 : Dans quelle(s) région(s) renforcerez-vous en priorité vos investissements, le cas échéant ?

Afrique de l'Ouest	64 %
Afrique de l'Est	49 %
Afrique du Nord	38 %
Afrique australe	31 %
Afrique centrale	16 %
Ne sait pas	13 %

► Question 6 : Dans quelle(s) région(s) réduirez-vous en priorité vos investissements, le cas échéant ?

Ne sait pas	49 %
Afrique centrale	20 %
Afrique de l'Ouest	9 %
Afrique du Nord	7 %
Afrique de l'Est	7 %
Afrique australe	2 %

► **Question 7 :** Si vous avez décidé de renforcer vos investissements, pourriez-vous en indiquer les raisons principales?

Émergence de classes moyennes à même de consommer	58 %
Amélioration du climat des affaires	49 %
Dynamisme démographique	47 %
Effort porté sur la diversification économique	37 %
Amélioration des infrastructures	33 %
Amélioration de la coopération régionale	30 %
Effort porté sur l'innovation	30 %
Urbanisation	28 %
Qualification et productivité de la main-d'œuvre	14 %
Coût de la main-d'œuvre	7 %
Amélioration du système fiscal	5 %
Autre	5 %
Ne sait pas	2 %

► **Question 8 :** Si vous avez décidé de réduire vos investissements, pourriez-vous en indiquer les raisons principales?

Instabilité politique	23 %
Climat des affaires, corruption	19 %
Ne sait pas	14 %
Chute des cours des matières premières	9 %
Insécurité ou menace terroriste	9 %
Insuffisance des capitaux disponibles pour investir	7 %
Incertitude sur le retour sur investissement	7 %
Faiblesse des infrastructures	7 %
Insuffisance de l'éducation et de la qualification de la main-d'œuvre	5 %
Insuffisance de la coopération régionale	2 %
Un effort trop faible porté sur l'innovation	2 %
Autre	2 %

► **Question 9 :** Quels sont, selon vous, les cinq pays africains les plus prometteurs pour investir?

Côte d'Ivoire	63 %
Kenya	61 %
Nigeria	39 %
Ghana	37 %
Afrique du Sud	34 %
Maroc	32 %
Sénégal	29 %
Éthiopie	29 %
Égypte	22 %
Rwanda	15 %
Tanzanie	12 %
Tunisie	12 %
Mozambique	7 %
Maurice	5 %
Bénin	5 %
Madagascar	5 %
Angola	5 %
Ouganda	5 %
Algérie	5 %
Gabon	2 %
Botswana	2 %
Burkina Faso	2 %
Congo	2 %
Soudan	2 %
Zimbabwe	2 %
Zambie	2 %
République démocratique du Congo	2 %

► **Question 10 :** Quels sont, selon vous, les cinq pays africains les plus risqués pour investir ?

République démocratique du Congo	45 %
Soudan	42 %
République centrafricaine	39 %
Libye	32 %
Mali	29 %
Somalie	23 %
Soudan du Sud	23 %
Algérie	19 %
Niger	19 %
Nigeria	19 %
Tchad	19 %
Angola	16 %
Zimbabwe	16 %
Burundi	13 %
Cameroun	10 %
Gabon	10 %
Liberia	6 %
Mauritanie	6 %
Congo	3 %
République de Djibouti	3 %
Égypte	3 %
Éthiopie	3 %
Guinée équatoriale	3 %
Kenya	3 %
Mozambique	3 %
Plusieurs pays d’Afrique centrale	3 %
Sénégal	3 %
Togo	3 %
Tunisie	3 %
Zambie	3 %

► **Question 11 :** Quels sont, selon vous, les secteurs les plus porteurs ?

Services financiers	23 %
Grande distribution	16 %
Énergie	14 %
Autre	9 %
Transports et logistique	7 %
Agriculture	7 %
BTP	5 %
Santé	5 %
Nouvelles technologies	5 %
Industrie	5 %
Télécommunications	5 %
Ne sait pas	0 %

► **Question 12 :** Selon vous, l’Afrique a en termes d’innovation :

un très grand potentiel	37 %
un bon potentiel	61 %
un faible potentiel	2 %

► **Question 13 :** Comptez-vous investir ou renforcer vos investissements dans le secteur des nouvelles technologies en Afrique dans les années à venir ?

Oui	68 %
Non	9 %
Ne sait pas	23 %

► **Question 14 :** Selon vous, sommes-nous en train d’assister à l’essor d’un modèle d’innovation « à l’africaine » à même de répondre aux défis propres au continent ?

Oui	76 %
Non	5 %
Ne sait pas	19 %

► **Question 15 :** Quels sont, selon vous, les cinq pays africains les plus innovants ?

Kenya	87 %
Afrique du Sud	66 %
Rwanda	45 %
Maroc	42 %
Nigeria	32 %
Sénégal	32 %
Côte d'Ivoire	29 %
Égypte	21 %
Ghana	21 %
Éthiopie	11 %
Maurice	8 %
Cameroun	5 %
Tunisie	5 %
Angola	3 %
Bénin	3 %
Madagascar	3 %
Mozambique	3 %
Ouganda	3 %
Seychelles	3 %
Soudan	3 %
Tanzanie	3 %



- **Havas** est l'un des plus grands groupes mondiaux de communication. Basé à Paris, il est aujourd'hui présent dans plus de 100 pays. Avec un business model unique, Havas est le premier groupe de communication capable d'optimiser la relation des marques avec leurs publics, en mobilisant l'excellence créative, l'expertise digitale et le meilleur des médias. Le Groupe est présent dans tous les secteurs et dans tous les métiers de la communication : le digital, la publicité, l'achat d'espace et la stratégie média, la communication santé, le marketing direct, la communication institutionnelle, l'événementiel, les ressources humaines, le marketing sportif, le marketing musical, les relations publiques.

- INSTITUT - CHOISEUL

- **L'Institut Choiseul** est un think tank indépendant parmi les plus influents dédié à l'analyse des questions économiques et internationales ainsi qu'aux enjeux liés à la gouvernance économique mondiale. Au service des entreprises, à travers sa filiale de conseil Choiseul Associates, l'Institut accompagne étroitement les groupes et les institutions dans leur bonne compréhension des environnements économiques, politiques, institutionnels et réglementaires des pays émergents, avec un fort focus sur l'Afrique. Il intervient également dans la définition de leurs stratégies de développement, d'implantation et d'acquisition dans les régions concernées.

HAVAS PARIS

29-30, quai de Dion-Bouton
92817 Puteaux Cedex, France

www.havasparis.com



INSTITUT CHOISEUL

16, rue du Pont-Neuf
75001 Paris, France

www.choiseul.info

